

[Traduction]

LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

M. Rod Murphy (Churchill): Comme question supplémentaire, monsieur le Président, je pose la même question au même ministre. Les députés conservateurs ne semblent pas s'inquiéter outre mesure de la sécurité des fonctionnaires. La même loi garantira-t-elle aux fonctionnaires fédéraux la même protection dont bénéficient les autres travailleurs régis par la loi fédérale? Ces fonctionnaires seront-ils aussi bien protégés en vertu de la même loi?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre du Travail): Monsieur le Président, j'inviterais l'honorable député à être un peu patient, et aussitôt que nous déposerons les amendements à la Partie IV du Code du travail, je pense qu'il aura une réponse à sa question.

* * *

LE TRANSPORT AÉRIEN

L'ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR DES COURS DE FORMATION DE CONTRÔLEURS AÉRIENS

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Il y a déjà, je pense, six semaines que j'ai envoyé une lettre au ministre des Transports lui indiquant l'inquiétude d'un CEGEP du Québec au sujet de ce qu'un représentant du ministère des Transports au Québec avait annoncé; il s'agit de leur intention d'annuler les cours de formation pour les contrôleurs aériens au Québec. Étant donné que l'enquête Chouinard réclamait de tels cours pour la formation de contrôleurs bilingues, est-ce que le ministre pourrait nous assurer que ces cours qui existaient conformément à une entente avec le gouvernement du Québec pour les trois prochaines années vont être donnés? Est-ce que cette entente-là sera respectée? Est-ce que le ministre pourrait nous dire s'il a vraiment l'intention d'enlever au Québec ce cours de formation pour les contrôleurs aériens?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Monsieur le Président, tous les étudiants des programmes actuels ont accepté d'aller au collège de Cornwall pour terminer leur entraînement de contrôleurs aériens. Nous avons discuté avec les divers représentants des CEGEP, de même qu'avec les ministères du Transport et de l'Éducation de la province de Québec pour continuer de donner des cours pour former des contrôleurs aériens. J'aurai une réunion avec monsieur Clair, jeudi de cette semaine, pour discuter de cela.

M. La Salle: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président.

Je pense bien que tous mes collègues du Québec et tous les députés de la Chambre sont intéressés à cette question. Est-ce

Questions orales

que je dois comprendre que le ministre est disposé à recommander le maintien de ces cours au Québec, étant donné que selon le rapport Chouinard il y fallait quand même former près de 300 contrôleurs aériens? Et comme on n'en a formé que 75, j'ose croire que le ministre pourrait nous indiquer s'il a l'intention de maintenir ce cours de formation au Québec, sans pour autant diminuer l'importance du cours qui se poursuit également à Cornwall.

M. Axworthy: Monsieur le Président, j'ai eu plusieurs représentations de la part du député de Saint-Jean concernant l'issue, mais il est nécessaire d'examiner les demandes pour des cours de contrôleurs aériens, et après les avoir examinées et après en avoir discuté avec monsieur Clair, nous déciderons du devenir de ces programmes.

* * *

● (1520)

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA SYRIE—LE TRAITEMENT INFLIGÉ AUX JUIFS

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a certainement vu les lettres adressées à son ministère par divers groupements juifs du Canada ainsi que des députés de ce côté-ci, au sujet d'une certaine M^{me} Lillian Abadi et de ses deux enfants qui ont été assassinés sauvagement en Syrie, en décembre dernier. Ces groupes sont inquiets du sort des 4,500 Juifs qui se trouvent là-bas actuellement. Le gouvernement a-t-il présenté des instances à la Syrie, pour des raisons humanitaires, pour voir si elle accepterait de laisser les Juifs qui le désirent émigrer vraisemblablement en Israël ou peut-être au Canada ou aux États-Unis?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous sommes au courant des inquiétudes exprimées par le député et plusieurs autres personnes. Nous prenons toutes les mesures qui nous semblent efficaces pour régler la situation syrienne. Nous ne pouvons pas trop insister car rien ne nous garantit que nos initiatives ne nuiront pas plus qu'elles n'aideront. Toutefois, dans ce contexte, nous faisons de notre mieux pour aider les personnes dans cette situation.

ON PRESSE LE GOUVERNEMENT DE FAIRE DES INSTANCES

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur le Président, le ministre admettra qu'il m'a répondu de façon plutôt vague et générale et qu'il pourrait sans doute être un peu plus précis. Quelles mesures prend-il dans ce cas particulier? Fait-il preuve de bonne volonté, par exemple, vis-à-vis du gouvernement syrien? Lui avons-nous demandé de laisser les Juifs vivant en Syrie émigrer s'ils le désirent? L'avons-nous fait? Quelles voies diplomatiques utilisons-nous? Pourrait-il être plus précis?